Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

Partie II : L'intervention de l'Etat

2- Les instruments de l'intervention étatique

Enseignant : Larbi TAMNINE

TRAVAUX DIRIGES

EXERCICE 1:

Evolution des composantes M3 et PIB (en millions de DH)

Encours à fin de décembre	**Monnaie fiduciaire**	**Monnaie scripturale**	**Placements à vue**	**Autres actifs monétaires**	**M1**	**M2**	**M3**	**PIB**
2007	120 045	339 677	72 421	177 854	**459 722**	**532 143**	**709 997**	**616 254**
2008	128 091	363 751	79 869	234 275	**491 842**	**571 711**	**805 986**	**688 843**
2009	136 644	391 831	87 336	246 824	**528 475**	**615 811**	**862 635**	**736 206**
2010	145 235	407 054	93 802	258 149	……	……..	……	

Rapport de Bank Al Maghrib 2010, www.finances.gov.ma

Travail à faire :

1- Calculez les montants qui manquent dans le tableau.

2- Donnez un exemple de placement à vue.

3- Calculez l'indice d'évolution de la masse monétaire et du PIB 2010, base 100 en 2007.

4- Comparez l'évolution des deux indicateurs.

EXERCICE 2:

Document 1 : A quoi sert la politique monétaire ?

La politique monétaire est d'abord utilisée en vue d'obtenir la stabilité des prix. La lutte contre l'inflation se fait en restreignant la quantité de monnaie en circulation. La monnaie est principalement constituée de soldes bancaires positifs sur divers types de comptes, les pièces et les billets représentant à peine 5% de la monnaie (au sens large) en circulation. Ces soldes résultent de prêts accordés par les banques, souvent suivis de transferts de compte à compte. Pour réduire la quantité de monnaie en circulation, il faut donc limiter ces prêts, en incitant les banques à prêter moins et les clients à emprunter moins.

Pour y parvenir, la banque centrale s'appuie sur la nécessité, pour les établissements bancaires qui prêtent de l'argent, de disposer d'une partie de la somme en billets. En effet, les banques créent de la monnaie, mais il s'agit de monnaie scripturale, d'écritures dans les comptes, et non de billets, c'est-à-dire de monnaie fiduciaire, que la banque centrale a seule le droit de créer. Les banques vont donc sur le marché monétaire échanger des actifs financiers contre des billets, et ce moyennant le paiement d'un taux d'intérêt.

La banque centrale est le principal offreur sur ce marché. Elle maîtrise donc bien le prix auquel les banques se procurent leurs ressources en monnaie fiduciaire. Lorsque les taux d'intérêt exigés par la banque centrale augmentent et qu'il devient plus difficile d'obtenir de la monnaie fiduciaire, les banques augmentent les taux d'intérêt qu'elles facturent à leurs clients. Eventuellement, elles rationnent les crédits qu'elles accordent. Dans les deux cas, la quantité de monnaie en circulation a tendance à se réduire, ce qui freine l'inflation.

Alternatives Economiques, Pratique n° 046 - Novembre 2010

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

Document 2 : La politique monétaire

L'économie mondiale a été caractérisée en 2010 par la poursuite de la reprise, entamée au deuxième semestre 2009, avec un rythme plus marqué au niveau des pays émergents. Dans les pays avancés, en particulier dans les principaux partenaires, les déséquilibres des finances publiques, la persistance du chômage et l'atonie du crédit, ont maintenu la croissance à des niveaux modérés. D'autre part, sur le plan interne, les tensions inflationnistes sont demeurées très faibles et ce, en dépit du redressement, plus sensible en fin d'année, des cours mondiaux des matières premières. Dans ce contexte, et compte tenu des prévisions de l'inflation, qui sont restées en ligne avec l'objectif de stabilité des prix à moyen terme, le Conseil de la banque a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 3,25%, lors de ses quatre réunions de l'année.

Par ailleurs, le processus de réduction progressive du ratio de la réserve monétaire, entamé en décembre 2007, s'est poursuivi cette année. Au regard du caractère durable du besoin de liquidité sur le marché monétaire, le Conseil de la Banque a en effet procédé, lors de sa réunion du 30 mars 2010, à la réduction de ce ratio de 8% à 6%, et l'a maintenu à ce niveau pendant le reste de l'année.

Sur le plan opérationnel, les interventions de la Banque sur le marché monétaire ont continué d'être menées, principalement, à travers les avances à 7 jours sur appel d'offres. Dans ce contexte, le taux interbancaire a été maintenu à un niveau proche du taux directeur.

Rapport annuel de Bank Al-maghrib 2010, www.bkam.ma

Travail à faire :

1- **Quel type de politique monétaire fait-on allusion dans le document 1 ? Justifiez**
2- **Relevez du document 1 :**
   a) **Le courant de la pensée économique qui confirme la thèse de l'auteur ;**
   b) **Une source de création monétaire ;**
   c) **Un objectif intermédiaire et un objectif final de la politique monétaire.**
3- **La monnaie en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle, oppose les classiques et les keynésiens, discutez la pertinence de chaque apport sur la base des données de la conjoncture actuelle.**
4- **Expliquez comment la politique monétaire peut être un instrument de régulation conjoncturelle.**
5- **Relevez du document 2, en expliquant :**
   a) **le contexte de l'intervention de Bank Al-Maghrib ;**
   b) **et les instruments utilisés pour agir sur le marché monétaire.**
6- **Citez et expliquez deux autres instruments de la politique monétaire.**

EXERCICE 3 :

Document: La bourse, un vecteur de transparence

Comment arriver à attirer les petites et moyennes entreprises à effectuer leur entrée en bourse? C'est la question qui a toujours taraudé les esprits de nombreux dirigeants de la bourse de Casablanca, qui se sont succédé à sa tête depuis sa création.

Sa grande vertu réside dans le fait qu'elle procure à la PME et PMI un financement gratuit, sans intérêts ni contraintes de remboursement. Le recours aux banques étant plus compliqué et nécessairement plus coûteux, la bourse est venue étendre le choix de l'investisseur pour le financement de ses projets. Véritable baromètre de l'économie, comme l'ont désignée les théoriciens de la finance, la bourse offre également à l'entreprise l'opportunité d'acquérir une image moderne, saine et transparente, qu'elle pourrait employer pour se valoriser davantage sur le marché international. À ceux qui craignent par contre une perte de contrôle de leur entreprise suite à l'acte d'introduction en bourse, les experts leur répondent qu'ils se trompent complètement, leur expliquant que pour se faire coter en bourse, il suffit d'y introduire une part du capital, 20% par exemple. Or, la perte de contrôle de l'entreprise se manifeste à partir de la cession de 51% du capital, au minimum. C'est ce qu'on désigne dans le jargon technique : « La majorité financière». Comment se faire coter ? C'est très simple : selon la nouvelle loi boursière, qui remplace celle de 1993, il existe désormais deux marchés exclusifs pour la PME et PMI : un marché croissance et un marché développement. Le premier requiert l'émission en bourse de 10 millions de dirhams, soit un total de 30000 actions et la justification d'un seul exercice certifié. Le second, plus grand et plus intéressant, exige l'ouverture d'un capital de 25 millions de dirhams et la présentation de deux exercices certifiés. Si l'entreprise s'agrandit et devient plus importante par la taille, elle pourra évoluer vers le marché principal, réservé aux grandes entreprises comme l'ONA, Maroc Telecom et Attijariwafa Bank.

http://www.maroc-hebdo.press.ma, Consulté le 28/01/2011

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

Travail à faire :

1- **Relevez, du document, deux avantages de l'introduction en bourse pour une entreprise.**
2- **Citez les trois marchés composant la Bourse de Casablanca d'après le document.**
3- **Comment une bourse des valeurs peut-elle contribuer à la croissance économique d'un pays ?**
4- **Donnez deux raisons justifiant la faible contribution de la BVC au financement de l'économie nationale.**
5- **Expliquez la notion de « Valeurs liquides ».**

EXERCICE 3 :

Document 1 : Composantes du budget général de l'Etat (BGE) en 2007 et 2011 (en millions de DH):

Dépenses	BGE 2007	Prévisions du BGE 2011	Recettes	BGE 2007	Prévisions du BGE 2011
Dépenses de Fonctionnement	**109 554**	**151 994**	Recettes fiscales	**112 981**	**159 666**
Dépenses D'investissement	**25 958**	**53 859**	Recettes non fiscales Dont : recettes de privatisation Recettes d'emprunt	**14 954** 4 500 **51 139**	**12 655** ----- **54 202**
Dépenses de la dette **Dont intérêts :**	**59 053** 19 391	**36 534** 18 230			
Total	**194 565**	**242 387**	**Total**	**179 074**	**226 523**

Lois de finances 2007 et 2011, www.finances.gov.ma

Document 2 :

Grâce à un soutien de la demande, l'Etat peut intervenir pour modifier la perception que les agents économiques ont de la demande réelle. Cette intervention peut s'effectuer par des aides à la consommation, un relèvement des bas revenus et des aides à l'investissement, dans le cadre du déficit budgétaire. Ces mesures permettent la relance de l'activité et la création d'emplois. Il en résulte des rentrées fiscales supplémentaires, une baisse des coûts unitaires de production (économies d'échelles) qui réduisent les tensions inflationnistes et permettent de maintenir l'équilibre.

Cependant les marges de manœuvre sont étroites pour mettre en place une politique de relance. Celle-ci se heurte, tout d'abord, au problème de la contrainte extérieure…. Ainsi, le soutien de la demande profite aussi aux entreprises étrangères par le biais des importations, ce qui ne manque pas de détériorer l'équilibre extérieur….

J-Longatte et P- Vanhove dans Economie Générale, Dunod, 2001

Document 3 :

Quand une banque centrale veut soutenir la croissance, elle baisse son taux directeur, le taux d'intérêt auquel elle prête à court terme aux banques qui ont besoin de financements et dont le niveau se répercute ensuite sur celui auquel les banques distribuent des crédits. Pour répondre à la crise actuelle, les banques centrales ont déjà tellement baissé leur taux directeur qu'il est proche de zéro dans de nombreux pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Japon…) ou très faible (1% dans la zone euro). Les banquiers centraux utilisent alors d'autres moyens pour agir sur l'économie, baptisés "politiques monétaires non conventionnelles".

La première consiste à annoncer que les taux directeurs resteront très bas pendant longtemps. C'est ce qu'a fait la Fed, la banque centrale des Etats-Unis, en décembre dernier. Les taux d'intérêt à moyen-long terme, influencés par le niveau des taux à court terme, ont ainsi plutôt tendance à rester bas. Dans le même temps, en signalant qu'elle ne se précipitera pas pour lutter contre l'inflation aux premiers signes de reprise, la banque centrale nourrit des anticipations de hausse des prix qui incitent les emprunteurs à rechercher du crédit, **car ils savent que le taux d'intérêt réel - une fois l'inflation prise en compte - qu'ils devront supporter sera diminué par cette hausse.**

Alternatives Economiques n° 281 - Juin 2009

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

Document 4 :

La politique économique s'inspire d'une certaine grille d'analyse : le keynésianisme et le libéralisme constituent deux inspirations des politiques économiques.

Ainsi, toute politique de lutte contre l'inflation se réfère de façon plus au moins explicite à une explication de l'inflation et l'action est organisée différemment selon que l'on privilégie la responsabilité de l'émission de la monnaie ou celle de la demande.

De même, une politique de lutte contre le chômage peut se référer soit à une explication du chômage par insuffisance de la demande, soit à une théorie qui privilégie le coût du travail.

Enfin, l'investissement peut être stimulé de façon différente selon que l'on considère que la faiblesse de l'investissement provient de débouchés trop faibles ou d'une insuffisance des profits.

Dictionnaire d'Economie et des Sciences sociales, Edition Nathan 2007.

Travail à faire :

1- A partir du document 1, calculez pour les années 2007 et 2011 : (Retenir deux chiffres après la virgule).

a) **le solde ordinaire ;**

b) **la part des recettes fiscales dans le total des recettes ;**

c) **la part des dépenses d'investissement dans le totale des dépenses ;**

d) **la part des dépenses de fonctionnement dans le total des dépenses.**

2- Commentez les résultats obtenus.

3- a) A quelles politiques économiques conjoncturelles l'auteur fait – il allusion ? (Document 2 et 3)

b) Décrire le mécanisme de ces politiques.

c) L'auteur du document 2 parle de contrainte extérieure, précisez et expliquez cette contrainte pour l'économie marocaine.

4- Relevez, du document 3, puis expliquez l'instrument utilisé par la Fed pour agir sur l'activité économique.

5- Expliquez le passage souligné (Document 3).

6- L'inflation et le chômage sont interprétés différemment par le libéralisme et le keynésianisme, expliquez en se référant au document 4.

7- Identifier les instruments de politique conjoncturelle que l'on peut manipuler pour stimuler l'investissement.

8- Proposez des mesures permettant d'améliorer les recettes fiscales de l'Etat.

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع